

# THÈME 3 – LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE AVANT 1914 : UN RÉGIME POLITIQUE, UN EMPIRE COLONIAL

L'image **1**  
d'une République  
généreuse, héritière  
de la Révolution

Affiche officielle pour  
la célébration du centenaire de  
la 1<sup>re</sup> République, BnF, Paris.

**2** Le bal du 14 juillet 1889

Le peintre figure ici les ouvriers,  
artisans, domestiques réunis dans  
la liesse d'un bal populaire.

Théophile Steinlen (1859-1923),  
*Le bal du 14 juillet*, 1889, 190 × 272 cm,  
musées de la Ville de Paris.



# 1792-1892

## FÊTES du CENTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



# EUROPE IN 1871

-  Conquered by German troops during the Franco-German war of 1870-1871
-  Paris Commune: Socialist revolutionary government established during the war
-  Border of the German Empire 1871-1918
-  Kingdom of Prussia in the German Empire
-  Other states in the German Empire



## a) Établissement et consolidation de la République (1870-1884)

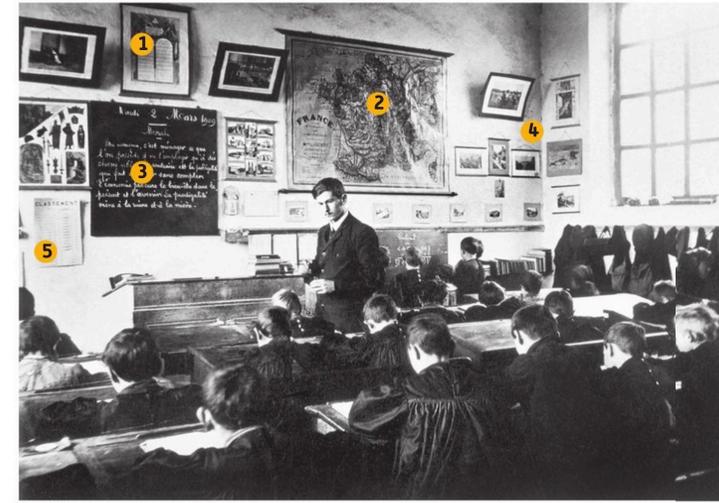
Née de la défaite de 1870 et confrontée à la crise de la Commune (1871), la Troisième République a d'abord rencontré une forte opposition de la part des monarchistes et des bonapartistes. Pour renforcer une démocratie encore fragile, les républicains tels que Léon Gambetta, Jules Ferry et Georges Clemenceau ont mis en place un programme inspiré des idéaux de 1789.

En complément du suffrage universel, bien que les femmes et les colonisés en soient exclus, une série de lois ont élargi les droits et libertés fondamentales : liberté de la presse et de publication, liberté de réunion (1881), droit d'élire les maires, droit au divorce, droit de syndicalisation.

L'accès à l'éducation a été démocratisé : l'école primaire, désormais gratuite, laïque et obligatoire, accueille tous les enfants de 6 à 13 ans. Avec ses écoles municipales, ses monuments et ses symboles de Marianne, la République diffuse ses valeurs même dans les plus petits villages. La célébration du 14 Juillet, établie comme fête nationale en 1879, renforce l'identification de l'amour pour la patrie à l'attachement à la République.

L'adhésion croissante à la République est illustrée par les résultats électoraux. En 1871, les républicains ne remportent que 35 % des sièges à la Chambre des députés. En 1889, ce chiffre atteint 63 %.

### 1 Une salle de classe en 1909



École de garçons, 2e classe, Orbigny (Indre-et-Loire), 2 mars 1909, INRP, Musée national de l'Éducation de Rouen.

- 1 Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.
- 2 Carte de France.
- 3 Leçon de calcul.
- 4 Des lieux et des personnages de l'histoire de France.
- 5 Le classement des élèves.

### 2 La statuaire républicaine

Le Triomphe de la République, groupe sculpté d'Aimé-Jules Dalou (1889 en plâtre, 1899 en bronze), place de la Nation à Paris.



La République nous a donné la paix réelle, car c'est la chambre de nos Députés et non plus un seul homme qui peut déclarer la guerre.



Aussi, vis-à-vis de ces Résultats, Peuple Français ! Va nommer tes nouveaux députés et vote solennellement pour la République !



Son effort de prédilection s'est porté sur les lois d'éducation nationale, le budget des Ecoles a été doublé, et l'instruction de tous assurée.

### 3 Élections législatives de 1881 : ce qu'a fait la République

Série encyclopédique des leçons de choses illustrées, gravure sur bois, 1881, BnF.

## b) Enracinement et consolidation de la République (1885-1914)

À la fin des années 1880, la République est confrontée à l'antiparlementarisme dans un contexte de corruption parlementaire. Une crise majeure survient alors : l'affaire Dreyfus (1894-1906). En 1894, Alfred Dreyfus, un officier juif alsacien, est injustement condamné pour espionnage au profit de l'Allemagne.

Cette affaire militaire se transforme en une crise qui divise la société française. Les dreyfusards, regroupant des intellectuels et des politiciens de gauche, défendent l'innocence de Dreyfus au nom des valeurs républicaines et démocratiques. Les antidreyfusards, principalement issus de la droite nationaliste, antisémite et cléricale, soutiennent l'armée et l'intérêt de l'État, alimentant les caricatures antisémites et nationalistes dans la presse. Gracié en 1899, Dreyfus est finalement réhabilité en 1906, réintégré dans l'armée et décoré de la Légion d'honneur.

L'opposition de l'Église catholique à Dreyfus et à la République pousse les anticléricaux à défendre la laïcité contre l'influence de l'Église catholique. Après de nombreux débats, la loi de séparation des Églises et de l'État met fin en 1905 au Concordat de 1801.

Partiellement inspirée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, cette loi fait de la France une République laïque. Elle garantit à chacun la liberté de croyance et de religion, mais l'État demeure neutre et cesse de financer les cultes, considérant la religion comme relevant du domaine privé. Ainsi, la laïcité assure l'égalité des citoyens devant la loi. Bien que des tensions émergent initialement, cette loi de compromis finit par les apaiser.

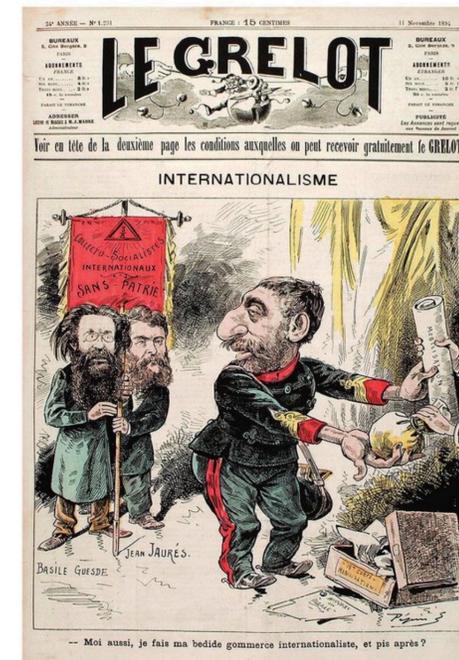
## 2 La Séparation de l'Église et de l'État



Lithographie anonyme, 1904, musée Jean-Jaurès (Castres).

Le président du Conseil Émile Combes tranche le lien entre la République et l'Église, représentée par le pape, sous le regard de Voltaire, incarnant l'esprit des Lumières.

## 2 Dreyfus médiatisé, l'opinion divisée



Édouard Pépin, *Internationalisme*, 11 novembre 1894, une du quotidien *Le Grelot*.

## 3 Dreyfus défendu, lutter contre l'antisémitisme

« Lettre à Monsieur Félix Faure, Président de la République [...] La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera. C'est d'aujourd'hui seulement que l'affaire commence, puisqu'aujourd'hui seulement les positions sont nettes : d'une part, les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse; de l'autre, les justiciers qui donneront leur vie pour qu'elle soit faite. [...] »

J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables. [...]

J'accuse le général Billot d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être rendu coupable de ce crime de

lèse-humanité et de lèse-justice<sup>1</sup>, dans un but politique et pour sauver l'état-major compromis. [...]

J'accuse les bureaux de la guerre d'avoir mené dans la presse une campagne abominable, pour égaler l'opinion et couvrir leur faute.

J'accuse enfin le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit, en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquiescer sciemment un coupable. »

Émile Zola, « J'accuse...! », publié dans *L'Aurore*, 13 janvier 1898.

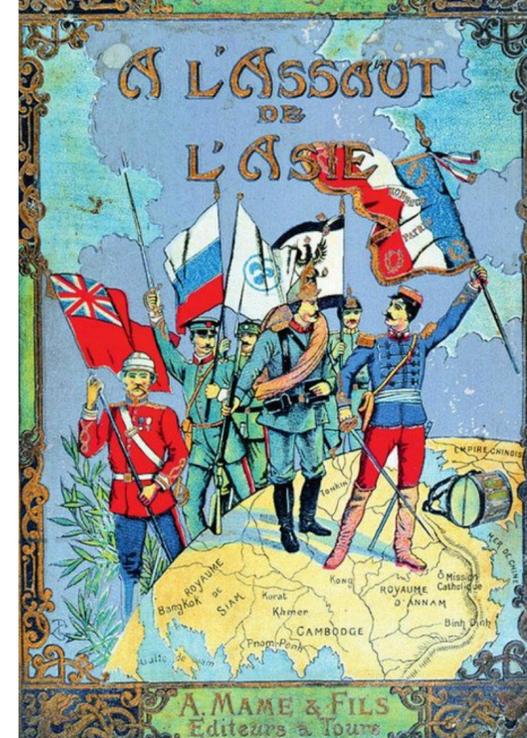
<sup>1</sup> Lèse signifie (ici) que l'humanité et la justice ont été attaquées, bafouées.

## c) Une République coloniale

Le projet colonial, lancé dans l'indifférence de l'opinion publique, est considéré par ses partisans comme un moyen de restaurer la grandeur de la France affaiblie par la défaite de 1870-1871. A partir de 1881, sous l'impulsion de figures telles que Jules Ferry, la Troisième République accumule les conquêtes : Tunisie et Maroc, Afrique occidentale et équatoriale, Madagascar et Indochine. Entre 1870 et 1914, la taille de l'Empire français est décuplée.

En agissant en tant que puissance coloniale, la Troisième République contrevient aux valeurs qu'elle prétend incarner. Les conquêtes sont marquées par des massacres et des tueries. Bien que des écoles, des routes et des hôpitaux soient construits après la soumission des populations indigènes, ces dernières sont privées de leurs terres, soumises à une fiscalité lourde et contraintes au travail forcé. De plus, elles sont privées de tout droit politique par le biais du Code de l'indigénat, et les révoltes sont sévèrement réprimées. Il en résulte des sociétés coloniales.

Sur le plan diplomatique, la Troisième République participe aux rivalités coloniales. Des tensions avec l'Allemagne émergent notamment à propos du Maroc en 1905 et en 1911. Ces tensions alimentent le nationalisme, un élément clé menant à l'éclatement de la Première Guerre mondiale en 1914.



Georges Saint-Yves, *À l'assaut de l'Asie*, 1901, couverture du livre, 29,5 × 15,5 cm, A. Mame et fils.

## Les empires coloniaux en 1914

